

## OUVERTURE DES ASSISES DU CNES

## Quel projet pour quelle société civile ?

**La grand-messe de la société civile s'ouvre ce matin. Des associations et des syndicats autonomes qui n'ont jusque-là occupé que le terrain de la contestation sont invités pour la première fois à un débat où les organisateurs promettent la libre parole.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** L'exercice se veut original. Il est initié par le Conseil national économique et social (Cnes) qui, trois jours durant, ambitionne d'ouvrir un débat avec les acteurs de la société civile. Une démarche qui se veut participative et qui, dit-on, a banni l'exclusion. Le millier de participants venant de différents horizons sociaux et professionnels débattront de la réalité d'une société civile laminée par des années de marginalisation et d'exclusion. Une société civile qui peine à se faire entendre et qui n'a jamais pesé dans les débats publics.

La décision de l'inviter ainsi à un débat qualifié d'inédit intervient dans un contexte marqué non seulement par des révolutions dans des pays voisins mais également par une demande pressante de différentes franges de la société d'un changement. S'il n'y a pas de consensus sur le contenu à donner à ce changement, il y a une unanimité à dire que la situation nécessite une mutation aussi bien politiquement que socialement.

Le Cnes qui organise cette rencontre y voit «des assises inédites dans l'histoire de l'Algérie indépendante et qui se tiennent dans un contexte de demande expresse de changement dans la société et par la société, un cadre puissant de dynamisation du large mouvement civil de la société algérienne, aussi bien dans la pluralité de ses composantes que dans la diversité de ses formes d'expression».

L'institution de Babès qualifie ces assises de «véritable exercice de démocratie participative à ciel ouvert et en temps réel» et de

«socles fondateurs d'une société civile adulte, reconnue dans la plénitude de ses spécificités, aux côtés des autres acteurs institutionnels, chacun étant évidemment dans son rôle et agissant dans ses espaces propres». Y sont attendus des organisations syndicales et patronales, des regroupements socioprofessionnels, des organisations estudiantines et de la jeunesse, des conseils de déontologie et d'éthique, des sociétés savantes et

des représentants du monde de la culture, des médias et de la communication. A cette rencontre, le Cnes assigne deux objectifs majeurs, à savoir «libérer la parole en offrant un espace d'écoute et de captation des attentes citoyennes puis faire des recommandations utiles sur la manière de parvenir à des consensus nécessaires pour la construction du pays». Au terme de trois jours de discussions, ces premières assises seront couronnées par l'adoption d'une déclaration finale sur la base des recommandations de cinq ateliers spécialisés dédiés à l'économie, au social, à la gouvernance et à la jeunesse.

N. I.

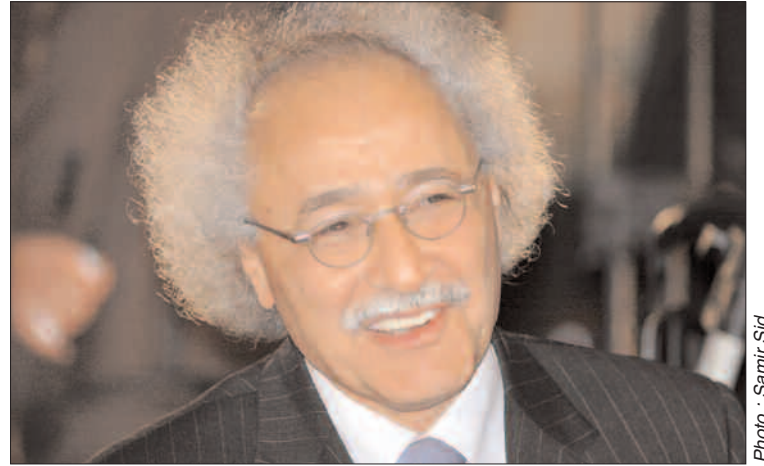


Photo : Samir Sid

**L'institution de Babès qualifie ces assises de véritable exercice de démocratie participative.**

## PARTICIPATION DE LA FEMME À LA VIE POLITIQUE

Les militantes dénoncent  
«les discriminations flagrantes»

**Les intervenantes, dont des députés, au forum d'El Moudjahid tenu hier, ont déclaré que le projet de loi organique dans le cadre de la loi 31 bis relatif à la participation des femmes dans les listes électorales est fortement attendu. Le texte concerne un quota de pas moins de 30% de participation des femmes dans les listes et devrait être applicable dès les prochaines échéances électorales.**

**F. Zohra B. Alger - (Le Soir) -** Le thème de la femme en politique a réuni hier des représentantes de la société civile, de partis politiques et des députées. Ces dernières ont mis l'accent sur les discriminations flagrantes que subissent les femmes lorsqu'il s'agit de leur adhésion à la vie politique. Leur représentation étant minime aussi bien dans les instances élues, qu'au sein des partis politiques, des administrations que des entreprises. M<sup>me</sup> Choutem, députée du Parti des travailleurs, a déclaré à ce propos qu'au niveau local notamment, les femmes hésitent à se présenter pour éviter la confrontation avec la

population. Pour sa part, M<sup>me</sup> Houria Oulebsir, représentant l'APW d'Alger et militante du RND, a rappelé que la femme est reléguée au second plan quand il s'agit de l'élaboration des listes électorales. «Quand il s'agit de pouvoir, les femmes n'ont pas de place. Il faut donc que des décisions soient prises au niveau des partis. Comme l'article 31 bis doit être appliqué, à ce jour nous n'avons pas vu de textes d'application», a déclaré l'intervenante.

La vice-présidente de la commission santé, travail, formation professionnelle et affaires sociales au niveau de l'APN, M<sup>me</sup> Aït-Merar Ourida s'interrogera sur le fait que les femmes soient toujours confinées dans des structures ou des commissions liées au social. Elle mettra l'accent sur la faible représentativité des femmes à l'APN qui est actuellement de 7%.

«C'est tout simplement scandaleux, nous n'avons pas évolué depuis l'Indépendance et les assemblées locales ne sont pas mieux loties pour ce qui est de la représentativité des femmes», s'indignera la députée qui citera, par ailleurs, l'exemple du Sénat où la femme est

représentée à raison de 4%. «Et encore, il ne s'agit là que des femmes désignées dans le quota du tiers présidentiel», précisera l'intervenante. «Les mentalités doivent impérativement changer, le travail de proximité pour les élections est fait par les femmes en général mais par la suite elles sont ignorées», s'est indignée M<sup>me</sup> Merar. La présidente de l'UNFA (Union nationale des femmes algériennes) M<sup>me</sup> Nouara Hafsi n'y est pas allée par quatre chemins pour dire que la femme est inexistante dans le domaine politique.

«Les partis politiques s'opposent en fait à la participation active des femmes comme ces dernières ne profitent même pas des droits que leur a accordés la Constitution. Constitution qui n'est d'ailleurs pas appliquée puisqu'elle accorde l'égalité des droits entre les hommes et les femmes», expliquera Nouara Hafsi dans son intervention.

Elle recommandera, de ce fait, que soit appliqué le système des quotas concernant la participation des femmes aux listes électorales.

F.-Z. B.

## LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION À CONSTANTINE

## «La révolution» de Nasser Mehal

**Les préoccupations de la corporation, journalistes et éditeurs s'entend, «seront traduites dans le nouveau code de l'information et les nouvelles lois sur la publicité et les sondages d'opinion». C'est l'engagement solennel pris par le ministre de la Communication, Nacer Mehal, devant un parterre de journalistes et d'éditeurs, hier, à Constantine.**

Un engagement qu'il faudra cependant suspendre au crédit alloué aux réformes tous azimuts annoncées, si crédit il y a, d'autant plus qu'il s'agit d'un secteur dont les professionnels ont été et sont encore terriblement assaillis de pressions, d'intimidations et de harcèlements de la part du pouvoir politique. Ce n'est d'ailleurs pas la dépenalisation «partielle» du délit de presse qui peut valoir un gage de bonne foi, quant à la volonté réelle de l'Etat, tant il est vrai que de sombres procédés de mise au pas de la presse indépendante et de l'expression libre sont toujours en vigueur. «Une dépenalisation qui ne signifie pas que désormais, la voie à la désinformation est ouverte», prévient le ministre.

L'on peut toutefois prêter une oreille attentive aux déclarations de Nacer Mehal qui a rassuré, pour sa part, de sa disponibilité à œuvrer pour lever toutes les contraintes qui entravent le travail des journalistes à travers le nou-

veau code de l'information, porteur, selon lui, de nouveautés à même de satisfaire toutes les attentes de la corporation. «Il y a des préoccupations qui nous interpellent en tant que pouvoirs publics et auxquelles nous sommes tenus d'apporter les réponses appropriées. Notre champ médiatique connaît actuellement une sorte de marginalisation et d'anarchie, notamment en raison de la non-application de l'ancien code de l'information et il est de notre devoir de rechercher les voies et moyens à même de nous permettre d'assainir ce secteur de par son importance et son impact dans toutes les luttes politiques». S'il reconnaît, par ailleurs, le laxisme de l'Etat qui a grandement contribué à la «clochardisation» de la profession de journaliste, Nacer Mehal prend le soin de se démarquer du passif de celui-ci, s'agissant des sévices infligés par les gouvernements successifs aux organes de presse indépendants.



Photo : New Press

**Mehal se dit prêt à œuvrer pour lever toutes les contraintes qui entravent le travail des journalistes.**

«Un champ qui a également besoin de moralisation pour un meilleur exercice de la profession car c'est cela aussi la liberté d'expression. S'il faut l'approfondir, on le fera mais avant toute chose nous devons savoir qui est journaliste et qui est éditeur ? Il est clair que nous sommes là pour défendre et promouvoir cette liberté sans oublier de mettre des garde-fous pour protéger le citoyen de toutes les dérives qui

peuvent atteindre son honneur et sa dignité». En introduisant dans le débat la question de l'éthique, le ministre de la Communication renvoie la corporation devant ses responsabilités, celles de s'organiser et de se doter de son propre «conseil de l'ordre».

L'autorité de régulation prévue par la nouvelle loi veillera, elle, au respect des nouvelles règles notamment en matière de défense, des droits sociaux et moraux des

journalistes. A ce titre, il précisera que celle-ci pourra retirer l'agrément à un organe de presse qui enfreindra, au détriment de son personnel, son règlement intérieur et les dispositions de la convention collective propre à chaque titre de presse. A demi-mot, Nacer Mehal reconnaît aussi l'iniquité et le désordre qui caractérisent le marché de la publicité étatique qui profitent aux «trabendistes» des médias, tels que qualifiés par le ministre lui-même.

La nouvelle loi sur la publicité saura apporter les réponses à toutes les préoccupations soulevées à ce propos, a laissé entendre le ministre de la Communication qui annoncera dans le même sillage qu'un Office de justification de la diffusion des journaux (OJD) sera mis en place d'ici la fin de l'année.

Ceci au moment où la question de la diffusion serait aussi au centre des préoccupations de la tutelle qui envisagerait d'associer le ministère de l'Intérieur et celui du Travail pour plancher sur la possibilité de créer une entreprise nationale de diffusion dans laquelle l'Etat serait actionnaire à hauteur de 34%.

K. G.